

## TRANSAQUA

### D'UN REVE A UNE REALITE ?

C'est avec grand plaisir que je participe à ce meeting pour vous parler du Lac Tchad.

Je vous dirai même qu'après 35 ans – pendant lesquels j'ai écrit et parlé du Lac Tchad, de la façon d'empêcher son assèchement progressif, des meilleures manières de s'opposer à la désertification toujours plus évidente et toujours plus tragique pour la survie de millions de personnes dépendant de ce qui, autrefois, était le quatrième lac d'eau douce de l'Afrique – après avoir écouté des flots de paroles inutiles et lu des dizaines d'articles très beaux sur ce sujet, aujourd'hui je me sens plutôt satisfait.

En effet, il y a déjà quelque temps que j'ai « passé le témoin », comme on dit dans la course de relais. Après 35 ans d'indifférence générale, il y a eu au cours de ces derniers mois une prise de conscience officielle : les Pays africains intéressés ont décidé de vérifier la faisabilité technique de « Transaqua – Une idée pour le Sahel ».

A ces point une synthèse historique de ce projet s'avère indispensable, dont mon collègue M. Mangano vous en parlera dans son prochaine intervention.

Je me limite à rappeler certains aspect hystorique de l'idée.

Entre 1982 et 1985, la Société Bonifica, avec la marque IRI-Italstat, publia trois documents technico-promotionnels en trois langues (voir [www.transaquaproject.it](http://www.transaquaproject.it)).

Le Président de l'IRI à l'époque présenta Transaqua a Rio de Janeiro '92, où moi-même présenté l'idée du projet à l'Ambassade italienne à Rio.

En 1988, la RAI-TV - au cours d'une émission populaire scientifique a illustré de façon efficace le projet en présence de l'invité Bukar Shaib, Président de la CBLT (Commission du Bassin du Lac Tchad). Au cours de cette émission, Monsieur Shaib a défini comme « catastrophique » la situation du Lac qui, à son avis, « *constitue une barrière contre l'expansion du désert* ». En l'absence d'initiatives, le désert « *traversera la zone du Sahel et arrivera jusqu'à l'Afrique centrale* ». Au cours de cette même interview télévisée, Monsieur Shaib considéra le projet de transport de l'eau du bassin du Congo à celui du Tchad comme le seul possible. Il a dit également qu'il avait intéressé l'UNEP (PNUE, Programme des Nations pour l'Environnement) à une des ses interventions qui date du mois d'avril 1984, à l'occasion d'un sommet des Chefs d'État des quatre pays riverains. Il remercia Bonifica d'avoir développé de sa propre initiative l'idée de Transaqua (« *nous n'avons rien demandé à Bonifica* »), en déclarant qu'il y avait déjà la volonté politique de sauver « *de 10 à 20 millions*

*de personnes qui n'avaient aucune intention de devenir des réfugiés ». Il termina en disant : « Et nous, les dirigeants politiques, nous ne pouvons pas nous croiser le bras et rester assis ».*

Les pays de la CBLT, à l'époque, ne montrèrent pas le même intérêt au projet Transaqua. Eux aussi, probablement, le considéraient comme excessivement ambitieux, mégalomane, utopique, et par conséquent irréalisable, une opinion largement partagée, jadis comme de nos jours, par de nombreux Instituts internationaux.

Malgré l'avis de nombreux diplomates italiens favorables, à l'époque, à un approfondissement technique de « *l'idée, la seule capable de sauver le lac Tchad* », la Coopération italienne ne fut jamais sollicitée officiellement par les quatre Pays riverains du Lac pour un financement destiné à la réalisation d'une étude de faisabilité du projet Transaqua, le seul instrument bancable, le seul qui aurait pu préparer le terrain à des rencontres avec les bailleurs de fonds.

Aujourd'hui, angoissés par ce qui est considéré comme une invasion biblique par des populations désespérées, qui n'ont aucune perspective d'emploi et de survie, beaucoup de politiciens européens ont découvert une nouvelle approche : « LES AIDER CHEZ EUX ». Mieux vaut tard que jamais ! La « mégalomanie du projet », dont Transaqua a toujours été accusée, pourrait être considérée aujourd'hui comme tout juste au niveau des énormes problèmes du continent africain (et des conséquences qui en dérivent et qui en dériveront davantage... « CHEZ NOUS »).

On pouvait s'y attendre cette situation il y a trente ans ?

Les techniciens, comme moi et mes nombreux collègues de l'époque, n'étaient guère des devins, ni des génies, mais de simples experts, qui ont voyagé à travers l'Afrique pendant des décennies, appelés à projeter des périmètres irrigués, des routes et des barrages, des infrastructures grandes et moins grandes de tout genre, parfois appelés à conseiller des remèdes à des problèmes causés par de graves phénomènes naturels, comme la grande sécheresse qui a déjà frappé en 1984 la Corne de l'Afrique et de nombreux Pays du Sahel. Nous n'étions ni des génies ni des devins. Nous étions habitués à comparer les productions nationales du Pays, les importations, les exportations, les consommations, la croissance démographique (surtout !), les structures tribales et familiales, et sur des bases de départ certaines, on projetait les interventions pour les nécessités futures probables.

Rien de spécial, seulement l'habitude de collecter des données et des informations, de programmer et de projeter. Seulement « le métier » et la connaissance des problématiques. Et cette méthodologie de travail nous portait à prévoir avec un grand pessimisme l'avenir des populations dépendantes du lac Tchad. Mais nous étions également pleins d'espoir : la solution existait. Du moins elle était possible. Il fallait seulement la vérifier. Ainsi est née l'idée de Transaqua. Une idée que j'ai cherché moi-même à maintenir vivante au cours de ces dernières décennies, afin que l'effort, le professionnalisme et l'enthousiasme qui furent prodigués il y a tant d'années par tant de professionnels ne soient pas oubliés.

Une « idée » que les Pays de la CBLT paraissent aujourd'hui décidés à en vérifier la faisabilité.

Ils semblent décidés à vérifier si Transaqua pourrait vraiment devenir un deuxième Nil au cœur de l'Afrique, capable de résoudre définitivement le problème du lac Tchad.

Telle est la raison de ma satisfaction : avoir transmis l'intérêt à qui a le devoir de décider les alternatives possibles.

J'ai toujours partagé l'alternative déjà entrevue par Monsieur Bukar Shaib : si on n'aura pas le courage d'affronter le problème selon ses dimensions, il n'y aura alors d'autre scénario que celui d'assister à court terme à l'invasion des dunes du désert dans la cuvette du lac Tchad, ce qui aura lieu si rien ne sera fait. Et ce qui devrait être fait ne pourra être que le déplacement d'une très grande quantité d'eau du bassin du fleuve Congo au bassin du lac Tchad. Il n'existe aucune alternative à cette hypothèse.

Et l'hypothèse ne peut pas être de transporter quelques centaines de mètres cubes par seconde, mais au moins 1500 à 2000 mètres cubes par seconde. Et l'hypothèse de pomper de l'eau dans le Lac ne peut être elle non plus réaliste, non seulement parce que des installations d'une telle portée et d'une telle puissance seraient sans précédent dans le monde, mais surtout parce qu'il s'agit de revitaliser, donc de maintenir par la suite le niveau hydrique, d'une véritable mer. Or, on ne saurait réaliser cela par pompage : une idée non seulement « pharaonique » mais également stupide.

La décision aujourd'hui est seulement politique. Les Pays africains intéressés, et seulement eux, pourront établir s'il faut décider de ne pas intervenir, en abandonnant le Lac, et les populations qui en dépendent, à son destin naturel, ou s'il faut vérifier la faisabilité de l'idée.

Si une telle étude devait confirmer la faisabilité de Transaqua, les décisions politiques prises en conséquence seraient bien plus importantes, car elles seraient le point de départ d'une véritable renaissance de l'Afrique.

Nous espérons que, quelle que soit la solution, elle ne soit pas aujourd'hui – après trente ans d'inertie coupable – confiée uniquement aux armes et à la guérilla toujours plus endémique, qui s'alimente de la désespérance des jeunes générations.

**Le chantier grandiose qui, pendant quelques dizaines d'années pourrait intéresser directement et indirectement la main-d'œuvre d'une dizaine de pays de l'Afrique centrale, serait capable d'employer d'imposantes ressources humaines locales pour plusieurs générations d'Africains, en canalisant les flux migratoires actuels vers une zone de développement très vaste, qui pourrait, d'une terre de faim et de pénurie, se transformer progressivement en une série de grands chantiers de travail et de bien-être.**

Le doute terrible aujourd'hui est le suivant : est-il encore temps ?

Merci pour votre attention.

Marcello Vichi

Francfort le 23.03.2016